

DOSSIER D'INSCRIPTION A L'EXAMEN DU PERMIS DE CHASSER POUR L'ANNEE 2022

Madame, Monsieur,

Vous désirez passer l'examen du permis de chasser. La Fédération Départementale des Chasseurs du Tarn-et-Garonne a mis en place tous les moyens nécessaires afin de vous assurer une formation dans les meilleures conditions et d'optimiser vos chances de réussite à l'examen.

Ces formations (théorique et pratique) obligatoires sont encadrées par des personnels qualifiés.

MODALITES D'INSCRIPTION :

Pièces à joindre au dossier :

- ☐ La photocopie de la carte d'identité recto/verso.
- ☐ 2 Photographies d'identité (format 35 x 45 mm aux normes « Pièce d'identité »), identiques, en couleur et de moins de 6 mois.
- ☐ La demande d'inscription à l'examen et délivrance du permis de chasser (imprimé rouge)
- ☐ Le dossier d'inscription de la Fédération des Chasseurs (dossier joint)
- ☐ Le certificat médical qui se trouve au dos de la demande d'inscription qui doit être rempli par votre médecin et doit être daté de moins de deux mois. **Attention : Tout autre certificat fourni ne sera pas accepté.**
- ☐ **Pour les candidats âgés de 16 à 18 ans** : fournir une attestation de recensement ou le certificat de Défense et Citoyenneté (anciennement «journée d'appel de préparation à la défense»).
- ☐ **Pour les candidats âgés de 18 à 25 ans** fournir :
 - le certificat de participation à la journée de Défense et Citoyenneté
 - **ou** une attestation provisoire si vous n'avez pas encore fait cette préparation (attention ce document comporte une date de validité)
 - **ou** une attestation individuelle d'exemption
- ☐ Un chèque libellé à l'ordre de ***l'Agent Comptable de l'O.F.B*** de :
 - **31 € pour les mineurs**
 - **46 € pour tous les autres**
- ☐ **Un chèque de 30 euros, libellé à l'ordre de la FDC 82.** Les espèces sont également acceptées.

Dossier à ramener complété à la Fédération

Identification du demandeur

Partie à remplir par le candidat

☐ Madame

☐ Mademoiselle

☐ Monsieur

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Lieu de naissance :

Adresse :

Téléphone : ____ / ____ / ____ / ____ / ____ Port : ____ / ____ / ____ / ____ / ____

Mail :@.....

Personne à prévenir en cas d'urgence

Nom(s) Prénom(s) :

.....

Téléphone(s) :

Autorisation parentale dans le cas où le demandeur est mineur

Je soussigné, responsable légal :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pour les différentes formations (maniement d'armes et pratique) je souhaite recevoir ma convocation :

☐ Par e-mail

Ou

☐ Par courrier postal

Fait à

*Signature
du candidat*

*Signature du
représentant légal*

Le / /

☐ **Inscription** à l'examen unique

☐ **Réinscription** à l'examen unique

Code de l'Environnement articles L.423-2, L.423-5 à L.423-11, L.423-25, R.423-2 à R.423-11 et R. 423-25
Arrêté du 7 octobre 2013 relatif aux modalités de l'examen préalable à la délivrance du permis de chasser
Arrêté du XXX relatif aux modalités de l'examen préalable à la délivrance du permis de chasser en Guyane

Votre demande doit être accompagnée :

- de la **photocopie d'une pièce d'identité** recto/verso en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport), pour les étrangers, toute pièce en tenant lieu ;
- de **deux photographies d'identité normalisées (format 35 x 45 mm et de préférence en couleur) récentes (datant de moins de 6 mois) et identiques** àagrafer au présent formulaire dans le cadre réservé à cet effet (portez vos nom et prénoms au dos) ;
- du **certificat médical**, au verso de la présente demande, attestant que vous n'êtes pas atteint de l'une des affections médicales ou infirmités mentionnées à l'article R.423-25 du code de l'environnement (reproduit au dos de la présente demande), daté de moins de deux mois au jour de votre inscription; en Guyane, le représentant de l'Etat peut dispenser les candidats résidant des zones mal desservies du certificat médical sous réserve qu'ils produisent une déclaration sur l'honneur qu'ils ne sont pas atteints d'une affection mentionnée au 6° de l'article L. 423-15 du même code
- des **documents ci-après relatifs aux obligations du service national**, si vous êtes français et si vous avez entre 16 à 25 ans :
 - vous avez moins de 16 ans ou plus de 25 ans : aucun justificatif n'est à produire
 - vous avez entre 16 et 18 ans, il faut joindre à la demande :
 - une attestation de recensement ou le certificat de participation si vous avez déjà participé à la « journée défense et citoyenneté »
 - vous avez entre 18 et 25 ans, il faut joindre à la demande :
 - le certificat de participation à la « journée défense et citoyenneté »
- ou une attestation provisoire si vous n'avez pas encore participé à la « journée défense et citoyenneté », ce document comportant obligatoirement une date de validité
- ou une attestation individuelle d'exemption
- si vous êtes mineur(e) ou majeur(e) en tutelle, de **l'autorisation de votre représentant légal** (père, mère, tuteur ou juge des contentieux de la protection) ;
- de **la déclaration sur l'honneur** (figurant ci-dessous) que vous aurez signée vous-même (que vous soyez mineur(e), majeur(e) ou majeur(e) en tutelle), attestant que vous ne relevez pas des causes d'incapacité ou d'interdiction pouvant faire obstacle à l'inscription à l'examen et à la délivrance du permis de chasser listées au dos de la présente demande ;
- à l'exception des demandes en Guyane, d'un **chèque bancaire ou postal**, dont le montant correspond à la somme du droit d'inscription à l'examen de 16€ et de la redevance pour la délivrance du permis de chasser de 30 € (15 € pour les mineurs) libellé à l'ordre de « Agent comptable de l'Office français de la biodiversité »

☐ Madame ☐ Monsieur (*) Cochez la case qui vous concerne

Adresse électronique (facultatif) : | | | | | | | | | | | | | | @ | | | | | | | | |

(1) : Nom d'usage : nom de l'époux(se), veuf(ve), divorcé(e), nom de l'autre parent accolé au nom de naissance

figurant au dos de la présente demande, ne m'est applicable.

Portez **votre signature** (le candidat) dans le cadre ci-contre (en veillant à ne pas dépasser le cadre) :

(*) Cochez la case qui vous concerne

☐ Madame ☐ Monsieur (*) Cochez la case qui vous concerne

le | | | | | | | | |

(1) : Nom d'usage : nom de l'époux(se), veuf(ve), divorcé(e), nom de l'autre parent accolé au nom de naissance

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès de l'Office français de la biodiversité – DPPC – Unité du permis de chasser

(articles L. 423-6, L.423-7, L.423-11 et L. 423-25 du code de l'environnement)

article R.423-25- I et III
du code de l'environnement

- toute infirmité ou mutilation ne laissant pas la possibilité d'une action de tir à tout moment précise et sûre ;
- toute affection entraînant ou risquant d'entraîner des troubles moteurs, sensitifs ou psychiques perturbant la vigilance, l'équilibre, la coordination des mouvements ou le comportement ;
- toute affection entraînant ou risquant d'entraîner un déficit visuel ou auditif susceptible de compromettre ou de limiter les possibilités d'appréciation de l'objectif du tir et de son environnement ;
- toute intoxication chronique ou aiguë ou tout traitement médicamenteux dont les effets peuvent entraîner les mêmes risques.

- dont le permis serait nul de plein droit en application de l'article L. 423-11.

- toute infirmité ou mutilation ne laissant pas la possibilité d'une action de tir à tout moment précise et sûre ;
- toute affection entraînant ou risquant d'entraîner des troubles moteurs, sensitifs ou psychiques perturbant la vigilance, l'équilibre, la coordination des mouvements ou le comportement ;
- toute affection entraînant ou risquant d'entraîner un déficit visuel ou auditif susceptible de compromettre ou de limiter les possibilités d'appréciation de l'objectif du tir et de son environnement ;
- toute intoxication chronique ou aiguë ou tout traitement médicamenteux dont les effets peuvent entraîner les mêmes risques.

- En application du II de l'article L.423-25, le refus de délivrer le permis de chasser aux condamnés mentionnés aux 2o et 3o du I du même article cesse cinq ans après l'expiration de la peine.

- dont le permis serait nul de plein droit en application de l'article L. 423-11.

- que quiconque se sera fait délivrer indûment ou aura tenté de se faire délivrer indûment un permis de chasser sera puni des peines prévues par l'article 441-6 du code pénal (deux ans de prison et 30.000 € d'amende).

n'est pas atteint(e) de l'une des affections médicales ou infirmités rendant dangereuse la pratique de la chasse, mentionnées à l'article R.423-25 du code de l'environnement, reproduites ci-dessus.

le | | | | | | | | | |

Observations éventuelles du médecin :